



ASSEMBLÉE NATIONALE

PREMIÈRE SESSION

TRENTE- NEUVIÈME LÉGISLATURE

Feuilleton et préavis

de l'Assemblée

Le vendredi 4 décembre 2009 — N° 84

Neuf heures quarante-cinq

**Président de l'Assemblée nationale :
M. Yvon Vallières**

QUÉBEC

Partie 1

AFFAIRES COURANTES

DÉCLARATIONS DE DÉPUTÉS

- La députée de La Pinière sur le sujet suivant : *30^e anniversaire de la Maison de jeunes de Brossard.*
- La députée de Mirabel sur le sujet suivant : *La Table agroalimentaire des Laurentides.*
- La députée d'Anjou sur le sujet suivant : *Implication communautaire de TELUS.*
- La députée de Matapédia sur le sujet suivant : *Les 25 ans de La Coulée Douce.*
- Le député de La Peltrie sur le sujet suivant : *La sanction contre monsieur Sébastien Boies.*
- La députée de Bellechasse sur le sujet suivant : *Marie-Michèle Gagnon, skieuse canadienne de l'année.*
- Le député de Matane sur le sujet suivant : *Frima.*
- Le député de Vimont sur le sujet suivant : *Guignolée et paniers de Noël.*
- Le député de Beauharnois sur le sujet suivant : *Antoine Ste-Marie.*
- Le député de Lévis sur le sujet suivant : *10^e anniversaire du Carrefour jeunesse-emploi de Desjardins.*

DÉCLARATIONS MINISTÉRIELLES

PRÉSENTATION DE PROJETS DE LOI

DÉPÔTS

- a) documents
- b) rapports de commissions
- c) pétitions

RÉPONSES ORALES AUX PÉTITIONS

INTERVENTIONS PORTANT SUR UNE VIOLATION DE DROIT OU DE PRIVILÈGE OU SUR UN FAIT PERSONNEL

QUESTIONS ET RÉPONSES ORALES

VOTES REPORTÉS

Motion présentée par la députée de Joliette le **3 décembre 2009** :

QUE soit constituée une commission ad hoc en vue d'étudier la question du droit de mourir dans la dignité et, le cas échéant, des modalités de son application;

Relativement à la composition et au fonctionnement de la commission,

- la commission soit composée de 16 membres ainsi répartis :
 - o neuf du groupe parlementaire formant le gouvernement, incluant le président de la commission
 - o quatre du groupe parlementaire formant l'opposition officielle, incluant le vice-président de la commission
 - o un député du deuxième groupe d'opposition
 - o le député indépendant de Mercier
 - o un député indépendant
- les groupes parlementaires transmettent au président de l'Assemblée nationale la liste des membres de la commission, y compris le nom du président et du vice-président, dans les quinze jours suivant l'adoption de la présente motion;
- la commission puisse entreprendre ses travaux dès la réception du document de consultation par la Commission de la santé et des services sociaux;
- la commission soit convoquée en séances publiques ou de travail conformément à la procédure prévue à l'article 148 du Règlement de l'Assemblée nationale, même s'il s'agit d'un mandat confié par l'Assemblée nationale;

- la commission puisse déposer à l'Assemblée nationale des rapports intermédiaires;
- les rapports intermédiaires et final de la commission puissent comporter des observations, des conclusions et des recommandations;
- la commission ne soit pas limitée à un jour franc, après la consultation générale, pour déterminer en séance de travail les observations, conclusions et recommandations qu'elle entend déposer à l'Assemblée nationale;
- les règles de procédure relatives aux commissions permanentes s'appliquent à la commission dans la mesure où elles sont compatibles avec les dispositions de la présente motion;

Relativement aux deux consultations tenues par les commissions,

Première consultation

- QUE la Commission de la santé et des services sociaux puisse entreprendre ses travaux, au plus tard 60 jours après l'adoption de la présente motion, et procède à des consultations particulières et tienne des auditions publiques en vue d'étudier la question du droit de mourir dans la dignité et qu'à cette fin elle entende des experts qui seront choisis en séance de travail, et que ces derniers abordent au cours de leur exposé notamment les questions suivantes:
 - les conditions et soins de fin de vie
 - le droit et les modalités éventuelles d'encadrement du droit à l'euthanasie
 - toute autre considération pouvant éclairer les membres de la commission
- QUE le comité directeur de la commission puisse déterminer la durée totale de chaque audition et la durée respective de l'exposé et des échanges avec la commission;

- QU'à la fin des auditions, la commission produise, dans les 45 jours, un document de consultation destiné à faciliter la participation des citoyennes et citoyens en vue de la consultation générale qui sera amorcée par la commission ad hoc; que ledit document soit immédiatement transmis à la commission ad hoc sans qu'il ne soit rendu public;

Deuxième consultation

- QUE la commission ad hoc se saisisse du document de consultation, qu'elle puisse, le cas échéant, y apporter des ajouts;
- QUE ledit document soit déposé à l'Assemblée nationale dans les trente jours suivant sa réception ;
- QUE la consultation générale puisse débuter vers le 17 août au plus tôt, ou suivant un délai raisonnable, afin de permettre aux personnes et organismes de produire un mémoire;
- QUE la commission puisse consacrer des périodes de temps à l'audition de citoyennes et citoyens qui, bien que n'ayant pas soumis de mémoire, auront fait part de leur intérêt d'être entendus par elle;
- QUE la commission puisse se réunir à l'extérieur des édifices de l'Assemblée nationale et de la ville de Québec;
- QUE la commission puisse recourir à l'utilisation de la vidéoconférence dans le cadre des auditions;
- QUE la commission procède à une consultation en ligne de manière à favoriser l'expression la plus large possible de la population;

Relativement aux ressources humaines, techniques et financières,

- le Secrétariat des commissions assure le soutien nécessaire au bon fonctionnement des deux commissions;

- les commissions disposent des ressources nécessaires à la réalisation de leur mandat respectif, notamment en matière de soutien à la recherche et de publicité, incluant la distribution d'un résumé du cahier d'information dans l'ensemble des foyers québécois, de manière à susciter la participation des citoyennes et citoyens.

MOTIONS SANS PRÉAVIS

AVIS TOUCHANT LES TRAVAUX DES COMMISSIONS

RENSEIGNEMENTS SUR LES TRAVAUX DE L'ASSEMBLÉE

Partie 2

AFFAIRES DU JOUR

AFFAIRES PRIORITAIRES

DÉBATS D'URGENCE

DÉBATS SUR LES RAPPORTS DE COMMISSIONS

AUTRES AFFAIRES

I. Projets de loi du gouvernement

Adoption du principe

- 1) Projet de loi n° 38
Loi modifiant la Loi sur les établissements d'enseignement de niveau universitaire et la Loi sur l'Université du Québec en matière de gouvernance
Présenté par la ministre de l'Éducation, du Loisir et du Sport le 16 juin 2009
Rapport de la Commission de la culture et de l'éducation (consultations)
déposé le **6 octobre 2009**
- 2) Projet de loi n° 54
Loi modifiant la Loi sur l'Agence de l'efficacité énergétique et la Loi sur la Régie de l'énergie
Présenté par la ministre des Ressources naturelles et de la Faune le **10 juin 2009**
- 3) Projet de loi n° 58
Loi modifiant la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme et d'autres dispositions législatives concernant les communautés métropolitaines
Présenté par le ministre des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire le **18 juin 2009**
- 4) Projet de loi n° 64
Loi donnant suite à l'énoncé économique du 14 janvier 2009, au discours sur le budget du 19 mars 2009 et à certains autres énoncés budgétaires
Présenté par le ministre du Revenu le **5 novembre 2009**

- 5) Projet de loi n° 71
Loi modifiant de nouveau le Code de la sécurité routière et d'autres dispositions législatives
Présenté par la ministre des Transports le **3 décembre 2009**
- 6) Projet de loi n° 77
Loi modifiant la Loi sur le cadastre et le Code civil
Présenté par le ministre délégué aux Ressources naturelles et à la Faune le **24 novembre 2009**
- 7) Projet de loi n° 78
Loi modifiant la Loi électorale concernant la représentation électorale et les règles de financement des partis politiques et modifiant d'autres dispositions législatives
Présenté par le ministre responsable de la Réforme des institutions démocratiques le **25 novembre 2009**
- 8) Projet de loi n° 79
Loi modifiant la Loi sur les mines
Présenté par le ministre délégué aux Ressources naturelles et à la Faune le **2 décembre 2009**

Étude détaillée en commission

- 9) Projet de loi n° 16
Loi favorisant l'action de l'Administration à l'égard de la diversité culturelle
Présenté par la ministre de l'Immigration et des Communautés culturelles le 18 mars 2009
Principe adopté le 22 septembre 2009
Rapport de la Commission des relations avec les citoyens (consultations) déposé le **21 octobre 2009**
- 10) Projet de loi n° 44
Loi modifiant la Loi sur les collèges d'enseignement général et professionnel en matière de gouvernance
Présenté par la ministre de l'Éducation, du Loisir et du Sport le 16 juin 2009
Rapport de la Commission de la culture et de l'éducation (consultations) déposé le 6 octobre 2009
Principe adopté le **27 octobre 2009**, et
Renvoyé à la Commission de la culture et de l'éducation

- 11) Projet de loi n° 48
Code d'éthique et de déontologie des membres de l'Assemblée nationale
Présenté par le leader du gouvernement et ministre responsable de la Réforme des institutions démocratiques le 14 mai 2009
Rapports de la Commission des institutions (consultations) déposés les 11 juin 2009 et 8 octobre 2009
Principe adopté le **25 novembre 2009**, et
Renvoyé à la Commission des institutions
- 12) Projet de loi n° 57 (*Réimpression*)
Loi sur l'aménagement durable du territoire forestier (*titre modifié*)
Présenté par la ministre des Ressources naturelles et de la Faune le 12 juin 2009
Rapport de la Commission de l'agriculture, des pêcheries, de l'énergie et des ressources naturelles (consultations) déposé le **6 octobre 2009**
Principe adopté le **1^{er} décembre 2009**, et
Renvoyé à la Commission de l'agriculture, des pêcheries, de l'énergie et des ressources naturelles
- 13) Projet de loi n° 67
Loi sur l'Institut national d'excellence en santé et en services sociaux
Présenté par le ministre de la Santé et des Services sociaux le 12 novembre 2009
Principe adopté le **26 novembre 2009**, et
Renvoyé à la Commission de la santé et des services sociaux
- 14) Projet de loi n° 76
Loi modifiant diverses dispositions législatives concernant principalement le processus d'attribution des contrats des organismes municipaux
Présenté par le ministre des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire le 18 novembre 2009
Principe adopté le **25 novembre 2009**
Rapport de la Commission de l'aménagement du territoire (consultations) déposé le **3 décembre 2009**

Prise en considération de rapports de commissions

15) Projet de loi n° 73

Loi prévoyant certaines mesures afin de lutter contre la criminalité dans l'industrie de la construction

Présenté par le ministre du Travail le 10 novembre 2009

Principe adopté le 17 novembre 2009

Rapport de la Commission de l'économie et du travail (consultations) déposé le 26 novembre 2009

Rapport de la Commission de l'économie et du travail déposé le **3 décembre 2009** (Amend. transmis en vertu de l'article 252 du Règlement)

Adoption

II. Projets de loi publics au nom des députés

Adoption du principe

16) Projet de loi n° 190

Loi encadrant la nomination de certains titulaires d'emplois supérieurs

Présenté par le député de Shefford le **25 mars 2009**

17) Projet de loi n° 191

Loi modifiant la Loi sur le vérificateur général

Présenté par le député de Shefford le **25 mars 2009**

18) Projet de loi n° 192

Loi modifiant la Loi permettant d'assurer l'agrandissement du parc national du Mont-Orford, la préservation de la biodiversité de territoires limitrophes et le maintien des activités récréotouristiques afin de réintégrer dans les limites territoriales de ce parc les terres qui en ont été distraites

Présenté par le député de Berthier le **7 avril 2009**

19) Projet de loi n° 193

Loi modifiant la Loi sur les transports

Présenté par le député de Chutes-de-la-Chaudière le **8 avril 2009**

20) Projet de loi n° 194

Loi modifiant la Loi sur l'assurance maladie

Présenté par le député de La Peltre le **29 avril 2009**

- 21) Projet de loi n° 196
Loi sur la protection des dénonciateurs du secteur public québécois
Présenté par le député de Richelieu le **29 avril 2009**
- 22) Projet de loi n° 198
Loi visant à exclure les pensions alimentaires pour enfants du calcul des revenus dans diverses lois à caractère social
Présenté par la députée de Marguerite-D'Youville le **14 mai 2009**
- 23) Projet de loi n° 390
Loi proclamant le Jour commémoratif de la famine et du génocide ukrainiens (l'Holodomor)
Présenté par la députée de Rosemont le **25 novembre 2009**
- 24) Projet de loi n° 391
Loi visant à affirmer les valeurs fondamentales de la nation québécoise
Présenté par la députée de Charlevoix le **24 novembre 2009**

Étude détaillée en commission

Prise en considération de rapports de commissions

Adoption

III. Projets de loi d'intérêt privé

Consultation et étude détaillée en commission

- 25) Projet de loi n° 216
Loi concernant la Ville de Rimouski
Présenté par le député de Rimouski le **12 novembre 2009**, et
Renvoyé à la Commission de l'aménagement du territoire

Adoption du principe

- 26) Projet de loi n° 203
Loi concernant le Musée national des beaux-arts du Québec et la Fabrique de la paroisse de Saint-Dominique de Québec
Présenté par le député de Montmorency le 31 mars 2009
Rapport de la Commission de la culture et de l'éducation déposé et adopté le **3 décembre 2009**

- 27) Projet de loi n° 214
Loi modifiant la charte de L'Abbaye de Saint-Benoît-du-Lac
Présenté par le député de Brome-Missisquoi le 10 novembre 2009
Rapport de la Commission des finances publiques déposé et adopté le
3 décembre 2009
- 28) Projet de loi n° 215
Loi concernant la Ville de Sept-Îles
Présenté par la députée de Duplessis le 11 novembre 2009
Rapport de la Commission de l'aménagement du territoire déposé et adopté
le **3 décembre 2009**
- 29) Projet de loi n° 217
Loi modifiant la Loi constituant en corporation The Wales Home
Présenté par le député d'Orford le 12 novembre 2009
Rapport de la Commission de la santé et des services sociaux déposé et
adopté le **3 décembre 2009**
- 30) Projet de loi n° 218
Loi concernant la Municipalité de Saint-Ambroise
Présenté par le député de Jacques-Cartier le 25 novembre 2009
Rapport de la Commission de l'aménagement du territoire déposé et adopté
le **3 décembre 2009**

Adoption

IV. Motions du gouvernement

V. Crédits budgétaires

VI. Débats statutaires

AFFAIRES INSCRITES PAR LES DÉPUTÉS DE L'OPPOSITION

Partie 3

PROJETS DE LOI ADOPTÉS

(Projets de loi non sanctionnés)

Projet de loi n° 41

Loi modifiant la Loi concernant les partenariats en matière d'infrastructures de transport et d'autres dispositions législatives

Adopté le **26 novembre 2009**

Projet de loi n° 52

Loi modifiant la Loi sur la conservation et la mise en valeur de la faune

Adopté le **3 décembre 2009**

Projet de loi n° 53

Loi instituant le poste de Commissaire aux plaintes concernant les mécanismes de reconnaissance des compétences professionnelles

Adopté le **1^{er} décembre 2009**

Projet de loi n° 60

Loi modifiant la Loi sur la protection du consommateur et d'autres dispositions législatives

Adopté le **2 décembre 2009**

Projet de loi n° 63

Loi sur les sociétés par actions

Adopté le **1^{er} décembre 2009**

Projet de loi n° 65

Loi sur Infrastructure Québec

Adopté le **25 novembre 2009**

Projet de loi n° 66

Loi modifiant la Loi visant à favoriser la protection des personnes à l'égard d'une activité impliquant des armes à feu et modifiant la Loi sur la sécurité dans les sports

Adopté le **2 décembre 2009**

Projet de loi n° 69

Loi modifiant le Code de la sécurité routière concernant les écoles de conduite

Adopté le **2 décembre 2009**

Projet de loi n° 70

Loi modifiant divers régimes de retraite du secteur public

Adopté le **26 novembre 2009**

Projet de loi n° 74

Loi modifiant diverses dispositions législatives afin principalement de resserrer l'encadrement du secteur financier

Adopté le **3 décembre 2009**

Projet de loi n° 75

Loi modifiant la Loi sur la police concernant les pouvoirs extraterritoriaux des policiers

Adopté le **2 décembre 2009**

Projet de loi n° 80

Loi prolongeant le mandat de la personne désignée pour remplir temporairement les fonctions du commissaire au lobbyisme

Adopté le **3 décembre 2009**

Projet de loi n° 199

Loi proclamant la Journée internationale de la non-violence

Adopté le **2 décembre 2009**

Partie 4

TRAVAUX DES COMMISSIONS

Le calendrier détaillé des travaux de chaque commission peut être consulté dans le site Internet de l'Assemblée

[COMMISSION DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE](#)

[COMMISSION DE L'ADMINISTRATION PUBLIQUE](#)

Mandat statutaire

- Audition portant sur les projets de modernisation des centres hospitaliers universitaires de Montréal.

COMMISSION DE L'AGRICULTURE, DES PÊCHERIES, DE L'ÉNERGIE ET DES
RESSOURCES NATURELLES

Mandat de l'Assemblée

Étude de projets de loi :

- **Projet de loi n° 57**, Loi sur l'aménagement durable du territoire forestier (*réimpression et titre modifié*) (mandat confié le 1^{er} décembre 2009).

COMMISSION DE L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

Mandat de l'Assemblée

Consultations particulières :

- Étude du projet de règlement sur la sécurité des piscines résidentielles (mandat confié le 1^{er} décembre 2009).

Étude de projets de loi :

- **Projet de loi n° 76**, Loi modifiant diverses dispositions législatives concernant principalement le processus d'attribution des contrats des organismes municipaux (mandat confié le 25 novembre 2009).
- **Projet de loi n° 216**, Loi concernant la Ville de Rimouski (mandat confié le 12 novembre 2009).

Mandat statutaire

- Audition de la Commission de la capitale nationale du Québec.

Mandat réglementaire

Surveillance d'organismes publics et reddition de comptes :

- Régie du logement.

COMMISSION DE LA CULTURE ET DE L'ÉDUCATION

Mandat de l'Assemblée

Étude de projets de loi :

- **Projet de loi n° 44**, Loi modifiant la Loi sur les collèges d'enseignement général et professionnel en matière de gouvernance (mandat confié le 27 octobre 2009).

Mandat d'initiative

- Examiner le phénomène du décrochage scolaire en se concentrant sur la valorisation de l'éducation et sur les actions mises en œuvre dans les différentes régions du Québec.

Mandat statutaire

- Audition des dirigeants des établissements d'enseignement de niveau universitaire, conformément à l'article 4.2 de la *Loi sur les établissements d'enseignement de niveau universitaire*.

COMMISSION DE L'ÉCONOMIE ET DU TRAVAIL

Mandat statutaire

- Étude des états financiers et des rapports annuels 2007-2008 et 2008-2009 du Fonds de développement et de reconnaissance des compétences de la main-d'œuvre.

Mandat réglementaire

Surveillance d'organismes publics et reddition de comptes :

- Commission des partenaires du marché du travail.

COMMISSION DES FINANCES PUBLIQUES

Mandat d'initiative

- L'indexation des régimes de retraite des secteurs public et parapublic.

COMMISSION DES INSTITUTIONS

Mandat de l'Assemblée

Consultation générale :

- Avant-projet de loi intitulé « Loi modifiant le Code civil et d'autres dispositions législatives en matière d'adoption et d'autorité parentale » (mandat confié le 6 octobre 2009).
- **Projet de loi n° 78**, Loi modifiant la Loi électorale concernant la représentation électorale et les règles de financement des partis politiques et modifiant d'autres dispositions législatives (mandat confié le 27 novembre 2009).

Étude de projets de loi :

- **Projet de loi n° 48**, Code d'éthique et de déontologie des membres de l'Assemblée nationale (mandat confié le 25 novembre 2009).

Mandat réglementaire

- Audition du Protecteur du citoyen.

Surveillance d'organismes publics et reddition de comptes :

- Examiner les orientations, les activités et la gestion de la Commission des services juridiques.

COMMISSION DES RELATIONS AVEC LES CITOYENS

Mandat de l'Assemblée

Étude de projets de loi :

- **Projet de loi n° 16**, Loi favorisant l'action de l'Administration à l'égard de la diversité culturelle (mandat confié le 22 septembre 2009).

COMMISSION DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Mandat de l'Assemblée

Consultations particulières :

- **Projet de loi n° 67**, Loi sur l'Institut national d'excellence en santé et en services sociaux (mandat confié le 26 novembre 2009).

Étude de projets de loi :

- **Projet de loi n° 67**, Loi sur l’Institut national d’excellence en santé et en services sociaux (mandat confié le 26 novembre 2009).

Mandat statutaire

- Étude des rapports annuels 2003-2004 et 2004-2005 de la Régie régionale de la santé et des services sociaux du Nunavik (décision de la Commission des affaires sociales le 13 mai 2009).
- Étude des rapports annuels 2005-2006 des agences de la santé et des services sociaux suivantes : Capitale-Nationale; Nunavik; Côte-Nord; Saguenay–Lac-Saint-Jean; Abitibi-Témiscamingue; Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine; Montréal; Laval; Lanaudière (décision de la Commission des affaires sociales le 13 mai 2009).
- Étude des rapports annuels 2006-2007 des agences de la santé et des services sociaux suivantes : Capitale-Nationale; Nunavik; Côte-Nord; Saguenay–Lac-Saint-Jean; Abitibi-Témiscamingue; Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine; Montréal; Laval; Lanaudière; Laurentides; Montérégie (décision de la Commission des affaires sociales le 13 mai 2009).
- Étude des rapports annuels 2007-2008 des agences de la santé et des services sociaux suivantes : Capitale-Nationale; Côte-Nord; Saguenay–Lac-Saint-Jean; Abitibi-Témiscamingue; Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine; Montréal; Laval; Lanaudière; Laurentides; Montérégie (décision de la Commission des affaires sociales le 13 mai 2009).
- Étude du rapport annuel 2007-2008 de la Régie régionale de la santé et des services sociaux du Nunavik (déféré le 12 mai 2009).
- Étude des rapports annuels 2008-2009 des agences de la santé et des services sociaux suivantes : Chaudière-Appalaches, Lanaudière, Montréal et Saguenay–Lac-Saint-Jean (déféré le 6 octobre 2009); Baie-James, Laval, Montérégie et Outaouais (déféré le 7 octobre 2009); Abitibi-Témiscamingue, Bas-Saint-Laurent, Côte-Nord, Mauricie et Centre-du-Québec (déféré le 8 octobre 2009); Capitale-Nationale, Estrie, Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine et Laurentides (déféré le 20 octobre 2009).

COMMISSION DES TRANSPORTS ET DE L'ENVIRONNEMENT

Mandat d'initiative

- La situation des lacs au Québec en regard des cyanobactéries.

Mandat réglementaire

Surveillance d'organismes publics et reddition de comptes :

- Examiner les orientations, les activités et la gestion du Bureau d'audiences publiques sur l'environnement.
- Examiner les orientations, les activités et la gestion de la Commission de la qualité de l'environnement Kativik.
- Examiner les orientations, les activités et la gestion de la Commission des transports du Québec.
- Examiner les orientations, les activités et la gestion du Conseil d'experts sur les contributions d'assurance de la Société de l'assurance automobile du Québec.

Partie 5

QUESTIONS ÉCRITES

*Les [questions déjà inscrites](#) paraissent
au Feuilleton du mercredi*

Partie 6

PRÉAVIS

I. PRÉAVIS DÉJÀ PARUS

Projets de loi du gouvernement

Projets de loi publics au nom des députés

Projets de loi d'intérêt privé

II. NOUVEAUX PRÉAVIS